

« La faim à Gaza », Professeur Roni Strier, Université de Haïfa & Centre académique Ruppin, 26.6.2025

Intervention

En pleine guerre, j'ai lancé un appel public au gouvernement israélien afin qu'il reconnaisse la gravité de la crise humanitaire à Gaza, en particulier sur le plan de l'insécurité alimentaire. C'était déjà en mars 2024. Mon appel, formulé en tant que représentant officiel de l'État d'Israël, a suscité une large résonance – en Israël, à l'international, et même à La Haye. La réaction fut immédiate : j'ai été convoqué au ministère des Affaires sociales, où j'ai été sévèrement réprimandé. On m'a même menacé de poursuites juridiques, m'accusant d'avoir utilisé des ressources gouvernementales et mon statut officiel pour promouvoir des objectifs politiques. En réalité, il ne s'agissait que d'une tentative de faire taire les voix critiques.

Un débat vif a agité les milieux d'experts sur la réalité de la crise humanitaire à Gaza. Certains ont adopté une approche strictement quantitative – en calculant le nombre de camions d'aide entrés dans Gaza, en estimant la charge calorique totale et en la divisant par la population –, concluant qu'il y avait suffisamment de nourriture. D'autres ont vivement contesté ce raisonnement. Les données les plus récentes que nous possédons sont extrêmement alarmantes. Je ne détaillerai pas tout ici, car beaucoup d'entre vous les connaissent déjà, mais je tiens à en rappeler quelques-unes.

Selon les rapports des Nations Unies de juin 2025, l'ensemble de l'écosystème alimentaire de Gaza s'est effondré. Un million de personnes vivent actuellement un niveau d'insécurité alimentaire qualifié d'urgence (phase 4 de la classification IPC – Integrated Food Security Phase Classification). Près de 100 000 personnes sont déjà en situation de famine, au niveau 5 de l'IPC, soit le plus critique.

Le même rapport indique que 83 % des terres agricoles, 83 % des puits et 71 % des serres ont été endommagés. Moins de 5 % des terres agricoles de Gaza sont aujourd'hui exploitables (source : FAO, avril 2025). En parallèle, 72 % de la flotte de pêche a été détruite (source : secteur de la sécurité alimentaire, décembre 2024). Il est important de rappeler qu'avant même la guerre, l'infrastructure économique et agricole de Gaza était déjà en ruine : près de la moitié de la population souffrait d'insécurité alimentaire dès avant octobre 2023. Israël n'est donc pas intervenu dans un territoire stable, mais dans un espace déjà en crise.

Voici quelques chiffres supplémentaires que je souhaite partager, pour mesurer l'ampleur du désastre :

- En février 2025, plus de 92 pour cent des enfants de 6 à 23 mois, ainsi que les femmes enceintes et allaitantes, ne reçoivent pas les apports nutritionnels minimaux, en raison d'une absence totale de diversité alimentaire.
- 290 000 enfants de moins de 5 ans et 150 000 femmes enceintes ou allaitantes ont besoin de compléments nutritionnels et de micronutriments.
- Entre avril 2025 et mars 2026, 17 000 femmes enceintes ou allaitantes auront besoin d'un traitement contre la malnutrition aiguë sévère (rapport spécial IPC, 12 mai 2025).
- Dans la même période, environ 71 000 cas de malnutrition aiguë sont attendus chez les enfants de 6 à 59 mois, dont 14 100 cas graves (IPC, mai 2025).

- 100 pour cent de la population analysée (2,1 millions de personnes) devrait être confrontée à des niveaux élevés d'insécurité alimentaire, classés phase 3 ou plus selon l'IPC.
- 1 million de personnes vivent un niveau d'urgence (phase 4), et 100 000 personnes sont déjà en situation catastrophique (phase 5).

Ces chiffres sont glaçants. Mon appel initial au gouvernement israélien, en hébreu et en anglais, pour exiger qu'il prenne ses responsabilités face à cette catastrophe humanitaire, remonte à plus d'un an. Déjà à l'époque, je parlais d'une situation catastrophique. Aujourd'hui, elle est encore pire.

Toutes les données présentées ici proviennent de rapports officiels de l'ONU. L'ensemble de la population de Gaza dépend désormais de la capacité de la communauté internationale à répondre à cette crise alimentaire. L'ampleur du désastre dépasse l'entendement. Il n'existe aucune issue possible en dehors d'une solution politique globale, qui doit commencer par un cessez-le-feu immédiat. Pourquoi ? Parce que la sécurité alimentaire repose sur plusieurs piliers. D'abord, la disponibilité des aliments, aujourd'hui quasi inexistante. Ensuite, l'accessibilité économique, qui a complètement disparu. Même lorsque des denrées alimentaires sont disponibles, les populations n'ont ni les moyens de les cuisiner, ni de les conserver sans électricité, sans hygiène de base, sans eau. Personne ne sait s'il pourra survivre au lendemain. La durabilité (*sustainability*) n'existe plus. Quant à l'*agency* des personnes – leur capacité à participer activement à la satisfaction de leurs besoins alimentaires – elle est anéantie. Personne ne peut aller chercher de la nourriture, la stocker, ni influencer sa propre situation.

C'est pourquoi rien d'autre qu'un arrêt immédiat de la guerre et la mise en place d'un cadre international de reconstruction ne pourra répondre à la crise. Un article récent de Elliot Berry, Dorit Nitzan et Martin Kussmann, intitulé « Providing Food Security in Gaza for the 'Day After' » (*Israel Journal of Health Policy Research*, 14(1), Article 34, <https://doi.org/10.1186/s13584-025-00700-9>) propose des principes pour reconstruire un système nutritionnel viable à Gaza. Mais aucune reconstruction ne sera possible sans une solution politique immédiate et un cessez-le-feu durable.

Un dernier point : la faim engendre une forme de traumatisme collectif, multidimensionnel et intergénérationnel. Même si Israël met fin au conflit aujourd'hui, la mémoire de cette tragédie hantera les générations à venir. Et si le gouvernement israélien parle de « victoire totale », il lui faut admettre qu'aucune victoire ne pourra effacer les traces de cette dévastation. Si nous voulons véritablement coexister avec le peuple palestinien, il faut mettre fin à cette guerre dès maintenant et œuvrer à la création de mécanismes capables de soutenir la vie de deux millions de personnes à Gaza.